
Financé
par l'Union européenne
et le Conseil de l'Europe



COUNCIL OF EUROPE



Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

28 mars 2017

PC-CP (2017) 5

STATISTIQUES PENALES ANNUELLES DU CONSEIL DE L'EUROPE (SPACE)
REUNION DES CORRESPONDANTS NATIONAUX SPACE I

(20-21 mars 2017)

RÉSUMÉ

Document préparé par la DG I – Droits de l'Homme et État de droit, Conseil de l'Europe

I. Introduction

1. Quarante-et-une personnes venant de 33 États membres du Conseil de l'Europe et représentant 35 administrations pénitentiaires ont participé à la réunion.
2. Cette réunion a été ouverte par Ivan Koedjikov, Chef du Service de la lutte contre la criminalité, DG Droits de l'Homme et État de droit, Conseil de l'Europe.
3. Les participants ont été informés de l'importance et des modalités d'utilisation des statistiques SPACE dans l'optique du Conseil de l'Europe, ainsi que du point de vue des administrations pénitentiaires nationales, des chercheurs et experts travaillant dans ce domaine, et des médias.
4. Les participants ont aussi reçu des explications sur l'importance de disposer d'une étude longitudinale des tendances carcérales en Europe (2005-2015). À cet égard, toutes les administrations pénitentiaires avaient au préalable reçu les données qu'elles avaient communiquées au cours des onze années passées pour de dernières vérifications et rectifications.

II. Objectif de la réunion

5. L'objectif de la réunion était d'examiner les résultats de cette importante collecte de statistiques, menée tous les ans par des administrations pénitentiaires d'États membres du Conseil de l'Europe au cours des dix dernières années en vue d'intensifier l'échange d'informations et de connaissances entre les correspondants nationaux SPACE et l'équipe d'experts scientifiques de l'Université de Lausanne (Suisse), chargée de la collecte de ces données. La réunion visait en outre à aborder certains points fondamentaux liés à la méthodologie de la collecte, ainsi qu'à la conformité et à la comparabilité des données recueillies dans toute l'Europe.
6. Le but de la première séance était de montrer aux correspondants nationaux à quoi les données SPACE servent et peuvent servir. L'objectif était qu'ils se rendent compte de l'importance de leur contribution au projet, et des répercussions de cette contribution et de leur investissement dans la collecte et le partage des données.
7. La deuxième séance visait à permettre une discussion de groupe interactive et dynamique. Quatre groupes ont donc été formés, un membre de l'équipe SPACE assurant la médiation pour chacun d'entre eux. L'objectif de cette discussion de groupe était de débattre de l'étude longitudinale en général, ainsi que d'indicateurs spécifiques, pays par pays. Les experts ont ainsi appris à connaître les particularités propres à chaque pays, ce qui permettra d'apporter des améliorations au questionnaire, au rapport et à l'étude longitudinale.
8. Pendant les troisième et quatrième séances, l'équipe SPACE souhaitait exposer certaines des difficultés inhérentes à la collecte et à l'analyse de données, et en particulier des problèmes méthodologiques résultant de différentes interprétations du questionnaire. Il a été demandé aux participants de faire part de leurs impressions et leurs opinions sur la situation concrète de leur pays. L'équipe SPACE désirait en outre connaître les difficultés que les correspondants nationaux rencontrent en répondant au questionnaire SPACE I, afin, encore une fois, d'apporter des améliorations au questionnaire, à la collecte et à l'analyse de données, et donc au rapport ainsi qu'à l'étude longitudinale.

III. Sujets de préoccupation des correspondants

9. Pendant les deuxième, troisième et quatrième séances, plusieurs points ont été soulevés qui méritent d'être approfondis. Certains de ces points concernent tous les pays, tandis que d'autres sont propres à certains pays. Ces sujets sont énoncés ci-après :

III.1. Préoccupations d'ordre général :

- Nombre total de détenus : les condamnés sous surveillance électronique devraient-ils être inclus dans le nombre total de détenus ?
- Le problème que pose la surveillance électronique en tant que peine alternative et phase finale d'une peine d'emprisonnement.
- Capacités : les capacités doivent être estimées de façon plus précise. Tous les pays n'évaluent pas leurs capacités selon les mêmes critères : par exemple, certains se fondent sur le nombre total de cellules, d'autres sur le nombre total de détenus que peut accueillir chaque cellule, d'autres encore sur le nombre de lits disponibles. Il conviendrait en outre de noter que dans de nombreux pays ne souffrant globalement pas d'un problème de surpeuplement, certaines prisons peuvent tout de même être surpeuplées sans que cela ne se voie à l'étude des données d'ensemble sur la capacité carcérale de ces pays.
- Étrangers : les correspondants nationaux ont marqué leur intérêt pour la distinction entre les étrangers légalement établis dans un pays et ceux ne l'étant pas.
- Il faudrait alors inclure une définition de ce que signifie être légalement établi dans un pays.
- Statut juridique : tous les pays ne peuvent pas toujours fournir des données aussi détaillées sur le statut juridique des détenus. Peut-être la question mériterait-elle d'être reformulée.

10. Infraction principale :

- Les catégories ne correspondent parfois pas aux catégories juridiques en vigueur dans chaque pays ; par conséquent, de nombreux pays ne possèdent pas d'informations à communiquer à ce sujet.
 - Une catégorie concernant les infractions routières devrait être incluse dans le questionnaire.
11. Lors du calcul du nombre de détenus condamnés pour les principaux types d'infractions existants, il faut garder à l'esprit que la définition de l'homicide peut varier et que dans les pays scandinaves, le viol est défini de façon très large (il englobe notamment le concept du viol en ligne). Par conséquent, il se peut que les résultats obtenus ne soient pas aisément comparables d'un pays à l'autre. La question des détenus condamnés pour de multiples infractions a aussi fait l'objet d'une discussion, et il a été décidé de ne les compter qu'en lien avec l'infraction principale dont ils ont été accusés ou pour laquelle ils ont été condamnés.
12. La question de la comptabilisation des détenus condamnés pour crime organisé et terrorisme a aussi été soulevée.

13. Il a par ailleurs été souligné qu'il existe une différence entre les principaux types d'infractions pour lesquels des hommes et des femmes sont incarcérés, et que celle-ci ne se voit pas facilement à l'étude des données.
14. Il a en outre été mentionné qu'il est extrêmement difficile de recueillir des données relatives à la cybercriminalité, car dans de nombreux pays, la cybercriminalité ne constitue pas une infraction distincte mais un facteur de qualification dans d'autres infractions. Il en va de même pour le terrorisme : dans de nombreux pays, ce crime spécifique n'existe pas en tant que tel.
15. Entrées dans les établissements pénitentiaires : il conviendrait d'inclure une question sur le nombre total d'entrées suivant une hospitalisation. Quand un détenu est hospitalisé, certaines administrations pénitentiaires comptabilisent cette hospitalisation comme une libération ; par conséquent, il faudrait aussi prendre en compte l'entrée du détenu (après hospitalisation).
16. Les concepts d'hospitalisation temporaire/à long terme devraient éventuellement être inclus et définis.
17. Sorties d'établissements pénitentiaires : il conviendrait d'ajouter un point sur les sorties faisant suite à un transfert dans un autre pays de l'UE.
18. Décès : les causes exactes du décès ne sont pas toujours connues, et parfois, ces informations ne sont disponibles que plus tard. La question mériterait donc d'être simplifiée pour n'inclure que les décès par homicide et par suicide.
19. Personnel : les catégories doivent être reformulées.

III.2. Préoccupations particulières :

20. En Belgique et en France : la distinction entre « écroué » et « écroué détenu » cause quelques problèmes, en particulier en ce qui concerne le calcul de la densité de la population carcérale. Les deux pays proposent de calculer une densité ajustée.
21. En Arménie et en Allemagne : les correspondants nationaux des deux pays ont mentionné que le questionnaire devrait énoncer les types d'homicide à inclure dans la catégorie « homicide » générale, de sorte que chaque pays procède à un décompte selon les mêmes critères.

III.3. Demandes particulières :

22. Quelques correspondants nationaux ont souligné qu'ils disposent de peu de temps pour répondre au questionnaire et que certaines informations ne sont pas disponibles avant la fin de l'année. Ils souhaiteraient disposer d'un délai plus long pour remplir le questionnaire, afin d'envoyer des données plus exactes et plus complètes.

IV. Récapitulatif et suivi

23. Il a été convenu que le projet de rapport longitudinal serait envoyé à tous les participants pour qu'ils procèdent à de dernières vérifications avant sa publication à la fin du mois d'avril 2017. Toute

information supplémentaire, clarification de donnée, etc., devra parvenir à l'équipe d'experts avant la fin du mois de mars 2017.

24. Tous les participants étaient très satisfaits des résultats de cette réunion (la deuxième à avoir lieu depuis le début du projet SPACE I en 1983). La précédente réunion des correspondants nationaux s'était tenue en 2013, et seul un tiers d'entre eux y avait pris part ; ce qui montre la nécessité de se réunir régulièrement. En effet, les intervenants changent et les nouveaux venus doivent être informés par leurs prédécesseurs et par l'équipe d'experts SPACE des exigences relatives à la collecte de données.
25. La réunion a permis aux participants de rencontrer l'équipe d'experts SPACE, ainsi que leurs collègues d'autres pays, de construire un réseau et de convenir de méthodes de travail, de définitions, de délais, de résultats.
26. Tous les participants étaient d'avis que lors de leur prochaine rencontre, il leur faudrait davantage de temps pour travailler en petits groupes et passer d'un groupe à l'autre afin de pouvoir discuter en détail des questions en suspens et afin d'apprendre comment les choses fonctionnent dans d'autres pays.

Financé
par l'Union européenne
et le Conseil de l'Europe



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

REUNION DES CORRESPONDANTS NATIONAUX SPACE

Salle de réunion G01 (Bâtiment Agora)

ORDRE DU JOUR

LUNDI 20 MARS 2017

9.00-9.30 : Discours d'ouverture

Ivan Koedjikov, Chef du Service de la lutte contre la criminalité, Direction générale des Droits de l'homme et Etat de droit, Conseil de l'Europe

Professeur Marcelo F. Aebi, Institut de criminologie et de droit pénal, Faculté de droit et des sciences criminelles, Université de Lausanne, Suisse

9.30-10.30 : Session 1 : *Les différentes utilisations de SPACE*

- 1.1. SPACE pour le PC-CP et le Conseil de l'Europe (Ilina Taneva, Conseil de l'Europe)
- 1.2. SPACE pour les administrations pénitentiaires (Annie Kensey, Administration pénitentiaire française)

10.30-11.00 : Pause-café

11.00-12.30 : Session 1 (suite) : *Les différentes utilisations de SPACE*

- 1.3. SPACE pour la recherche scientifique (UNIL)
- 1.4. Etat actuel des séries longitudinales SPACE (UNIL)
- 1.5. Discussion générale

12.30-14.00 : Pause déjeuner

14.00-14.30 : Session 1 (suite) : *Les différentes utilisations de SPACE*

- 1.6. SPACE dans les médias (Jaime Rodriguez Murphy, Conseil de l'Europe)

14.30-16.00 : Session 2: *Amélioration et explication des séries longitudinales SPACE*

- 2.1. Discussion en groupes

16.00-16.30 : Pause-café

16.30-17.30 : Session 2 (suite) : *Amélioration et explication des séries longitudinales SPACE*

- 2.2. Discussion en groupes (suite)
- 2.3. Conclusions de la première journée

MARDI 21 MARS 2017

9.00-10.30 : Session 3 : *Problèmes méthodologiques dans la collecte des données SPACE*

- 3.1. Principaux problèmes rencontrés par les correspondants en remplissant le questionnaire
- 3.2. Discussion générale

10.30-11.00 : Pause-café

11.00-12.30 : Session 4 : *Les besoins des correspondants nationaux*

- 4.1. Quels sont les besoins des correspondants nationaux et des autres parties prenantes qui les contactent ? Table ronde avec les correspondants nationaux

12.30-13.00 : *Session de Clôture*

Discussion finale concernant les étapes ultérieures du projet SPACE

LIST OF PARTICIPANTS

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBER STATES / ETATS MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE

Blerina GJERAZI
General Directorate of Prisons, Albanian Prison Administration

ANDORRA / ANDORRE

Carles OFERIL PRECIADO
Sous-officier du Secteur de la santé, réinsertion et mineurs, Département des établissements pénitentiaires, Andorra la Vella

Jamaica ARTUÑEDO MOURIÑO
Chef des statistiques, Département des établissements pénitentiaires, Andorra la Vella

ARMENIA / ARMÉNIE

Kristina KHACHATRYAN
Chief Specialist at the Organizational, Analytical and International co-operation Division, Criminal-Executive Department, Ministry of Justice

AUSTRIA / AUTRICHE

Christian MÜLLER
Federal Ministry of Justice, General Directorate for the Prison Service, Department II

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Javidan NAZAROV
Inspector of Organization and Supervision Department, Penitentiary Service, Ministry of Justice

BELGIUM / BELGIQUE

Samuel DELTENRE
Attaché, DG Etablissements Pénitentiaires, SPF Justice

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

APOLOGISED/EXCUSÉ

BULGARIA / BULGARIE

Rumena BLIZNAKOVA
Inspector, Directorate General for Execution of Sentences, Ministry of Justice

CROATIA / CROATIE

Marija OSTOJIĆ
Head of Service for Preventive Activities and Data Collection, Analysis and Evaluation, Prison System Directorate, Ministry of Justice

CYPRUS / CHYPRE

APOLOGISED/EXCUSÉ

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Iva PRUDLOVÁ
Capt. Mgr., Prison Service Academy, Prison Service

DENMARK / DANEMARK

Susanne HILDEBRANDT
Department of Prisons & Probation, Ministry of Justice

ESTONIA / ESTONIE

APOLOGISED/EXCUSÉ

FINLAND / FINLANDE

Marja-Liisa MUILUVUORI
Senior Researcher, Criminal Sanctions Agency

FRANCE

Annie KENSEY
Chef du Bureau Etudes et Prospective, DAP/PMJ/PMJ5, Chercheur associée au CESDIP

Marie-Noëlle COMIN

Géographe, Bureau Etudes et Prospective, DAP/PMJ/PMJ5, Chercheur associée au CESDIP

GEORGIA / GÉORGIE

Nodar KAPANADZE
Head of Statistics and research Unit of the Analytical Department, Ministry of Corrections

GERMANY / ALLEMAGNE

Bert GOETTING
Dr, Division of Justice- and Consumer-Research, Criminology, Prevention and Justice Statistics, Federal Office of Justice

GREECE / GRÈCE

Ioannis LAMBRAKIS
Head of the Directorate for Crime Policy, Ministry of Justice

HUNGARY / HONGRIE

András RADVÁNSZKI
Head, Coordination Department, Hungarian Prison Service HQ

ICELAND / ISLANDE

Hafdís GUÐMUNDSDÓTTIR
Office Manager, Prison and Probation Administration

IRELAND / IRLANDE

Alan CALLAGHAN
Head of Statistics, Irish Prison Service, Department of Justice and Equality

John MCDERMOTT, Irish Prison Service, Department of Justice and Equality

ITALY / ITALIE

Andrea BECCARINI
Officer at the International relations Unit, Office for the Coordination of the Relations of Institutional Co-operation, Ministry of Justice

LATVIA / LETTONIE

Kristine KIPENA
Head of Punishment Execution Policy Unit, Ministry of Justice

LIECHTENSTEIN

APOLOGISED/EXCUSÉ

LITHUANIA / LITUANIE

APOLOGISED/EXCUSÉ

LUXEMBOURG

Laurent MEYERS
Rédacteur, Secrétariat Général, Administration pénitentiaire

MALTA / MALTE

APOLOGISED/EXCUSÉ

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Vladimir COJOCARU

Head of the Directorate for General Inspection and Analytical Activity, Department of Penitentiary Institutions, Ministry of Justice

MONACO

APOLOGISED/EXCUSÉ

MONTENEGRO

APOLOGISED/EXCUSÉ

NETHERLANDS / PAYS-BAS

APOLOGISED/EXCUSÉ

NORWAY / NORVÈGE

Gerhard PLOEG

Senior Adviser, Norwegian Directorate for Correctional Services

POLAND / POLOGNE

Aleksandra ROGOWSKA

Central Board of Prison Service

PORTUGAL

APOLOGISED/EXCUSÉ

ROMANIA / ROUMANIE

Mariana COMAN

Co-operation and Programs Department, National Administration of Penitentiaries

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

APOLOGISED/EXCUSÉ

SAN MARINO / SAINT-MARIN

APOLOGISED/EXCUSÉ

SERBIA / SERBIE

Snježana TRAVAR

Administration for Enforcement of Penal Sanctions, Ministry of Justice

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Peter KRIŠKA

Col., Directorate General, Corps of Prison and Court Guard

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Robert FRIŠKOVEC

Head Office, International Co-operation, Prison Administration, Ministry of Justice

SPAIN / ESPAGNE

Jesús NÚÑEZ PEÑA

Head of the Classification Department, Vice-Direction of Penitentiary Treatment and Management, Sub. Gral. Relaciones Institucionales y Coordinación Territorial, Secretaria General De Instituciones Penitenciarias

Eulalia LUQUE

Head of the Department of Planning and Strategic Projects, Directorate General of Penitentiary Services of Catalonia

SWEDEN / SUÈDE

APOLOGISED/EXCUSÉ

SWITZERLAND / SUISSE

Daniel LAUBSCHER

Département fédéral de l'intérieur DFI, Office fédéral de la statistique OFS, Section criminalité et droit pénal

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / “L’EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE”

Jasmenka DONCHEVSKA

Head of Sector and Space National correspondent, Directorate for Execution of Sanctions, Ministry of Justice

TURKEY / TURQUIE

Pelin DALKILIÇ

Social worker, Department of Probation, Ministry of Justice

UKRAINE

*****APOLOGISED/EXCUSÉ*****

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Johanna MCCAUGHEY (**Northern Ireland**)

Analytical Services Group, Financial Services Division, Department of Justice

Elizabeth FRASER (**Scotland**)

Scottish Government Justice Analytical Services, Justice Analytical

SCIENTIFIC EXPERTS / EXPERTS SCIENTIFIQUES

Prof. Dr. Marcelo F. AEBI

Vice-directeur, Ecole des sciences criminelles, Université de Lausanne

Christine BURKHARDT

Doctorante FNS en criminologie, Collaboratrice de recherche, Ecole des Sciences Criminelles, Université de Lausanne

Julien CHOPIN

Assistant-doctorant en criminologie, Ecole des sciences criminelles, Université de Lausanne

Claudia CAMPISTOL

Assistante-doctorante en criminologie, Ecole des sciences criminelles, Université de Lausanne

Mélanie TIAGO (**Apologised / Excusée**)

Assistante-doctorante en criminologie, Ecole des sciences criminelles, Université de Lausanne

EUROPEAN ORGANISATION OF PRISON AND CORRECTIONAL SERVICES (EuroPris) / ORGANISATION EUROPÉENNE DES PRISONS ET DES SERVICES CORRECTIONNELS (EuroPris)

Victoria ELLIOTT

Expert Group Coordinator, United Kingdom

COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION / CONSEIL DE COOPÉRATION PÉNOLOGIQUE (PC-CP)

Nikolaos KOULOURIS

Member of the Working Group of the PC-CP, Assistant Professor in Social Policy and Offenders' Custodial and Non-Custodial Treatment, Department of Social Administration and Political Science, Democritus University of Thrace, Greece

SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Jaime RODRIGUEZ MURPHY

Media officer, Spokesperson / Agent de presse, Porte-parole

DIRECTORATE GENERAL I / DIRECTION GÉNÉRALE I

**HUMAN RIGHTS AND RULE OF LAW / INFORMATION SOCIETY AND ACTION AGAINST CRIME
DIRECTORATE**

**DROITS DE L'HOMME ET ETAT DE DROIT / DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET DE
LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ**

Action against Crime Department / Service de la Lutte contre la Criminalité

Ivan KOEDJIKOV

Head of Department / Chef de Service

Criminal Law Division / Division du droit pénal

Ilina TANEVA

Secretary to the PC-CP / Secrétaire du PC-CP

Christine COLEUR

Assistant / Assistante

Sylvie ELTER

Assistant / Assistante

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Gillian WAKNEHUT

Clarissa WORDSLEY

Pascale MICHLIN